

François Fillon : « Mon credo

Mise en garde. Quand le Premier ministre vante la politique européenne de Nicolas Sarkozy. Un texte de référence.

PAR FRANÇOIS FILLON

En 1992, je votais contre le traité de Maastricht. Aujourd'hui, je défends l'idéal européen de toutes mes forces. Ai-je changé? Non sur le fond, car j'ai toujours milité pour une Europe politique dont l'urgence est désormais reconnue. Mais il est un point qu'à l'époque je sous-estimais, c'est celui de la fragilité de l'édifice européen. Avec la crise financière, il s'en est fallu de peu pour que l'héritage européen ne sombre dans le chaos. A cet instant, les débats théoriques sur l'Europe se sont effacés au profit d'un sentiment que je n'avais pas ressenti jusque-là: une sorte de patriotisme européen. Au bord du précipice, l'Europe redevenait, en moi, la civilisation européenne. Et cette civilisation ne devait pas, ne pouvait pas tomber sous les coups de boutoir de la crise.

Alors que tous les repères se brouillaient et que les cœurs flanchaient, l'énergie politique de Nicolas Sarkozy fut déterminante. Avec nos partenaires allemands, il donna au tandem de nos deux nations son caractère vital pour l'Europe.

Nous venons de loin. L'Europe n'était pas préparée à affronter une telle épreuve; la doctrine des traités en cas de crise de dettes souveraines est celle du non-renflouement des Etats défaillants; et devant une crise si inédite, nous n'avions ni plan de bataille dans les cartons ni état-major.

MUTUALISER LES RISQUES

Nous aurions sans doute aimé agir plus vite et de manière plus complète; nous épargner cette succession de « sommets de la dernière chance ». Mais l'exercice du pouvoir est un exercice de patience, de modestie, de ténacité, surtout en matière européenne, où la décision ne peut naître que d'un compromis entre tous.

Maintenant, le débat s'engage dans notre pays, comme chez nos partenaires, sur les deux traités finalisés en ce début d'année et qui tracent les lignes d'action pour la décennie à venir: celui établissant le Mécanisme européen de stabilité, que la France est le premier Etat-membre à avoir ratifié au sein de

la zone euro; celui sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé le vendredi 2 mars 2012 par les chefs d'Etat et de gouvernement.

Je veux revenir sur l'esprit de ces deux textes, car tant d'inexactitudes et de démagogie ne peuvent rester sans réponses.

Notre première préoccupation a été d'éteindre le feu et d'aider les pays en difficulté au sein de la zone euro. Après des mois de discussions compliquées – et on le comprend, car il s'agit in fine de l'argent des contribuables européens –, les 17 Etats-membres de la zone ont décidé de se doter d'un instrument de solidarité d'une capacité initiale de prêt de 500 milliards d'euros. En mutualisant les risques entre les membres de la zone, cette décision marque une étape décisive dans l'intégration politique européenne. Véritable fonds monétaire européen, ce mécanisme constituera le pare-feu indispensable en cas d'attaques spéculatives. Ce qui s'est passé pour la Grèce ne doit plus jamais se reproduire. Et pour cela, il est nécessaire de franchir un pas supplémentaire vers l'intégration, car plus de solidarité commande plus d'unité politique et plus de vigilance collective.

Plus de vigilance collective, c'est plus de surveillance des déséquilibres, plus de discipline au niveau européen. Cela passe par une règle d'or renforcée et harmonisée au plan européen pour que chaque pays de la zone euro inscrive dans son droit de manière contraignante l'objectif d'équilibre budgétaire. Cette règle est une règle de bon sens. Avant de faire des leçons à Berlin sur la nécessité d'une relance de sa consommation ou à la BCE sur la nécessité d'une intervention accrue sur les marchés, les cigales devront démontrer aux fourmis qu'elles comptent vraiment régler les problèmes qu'elles ont trop longtemps négligés.

En France, la ratification du traité imposera une modification préalable de notre Constitution pour y introduire la règle d'or. C'est le point sur lequel toute l'Europe nous attend. Si une approbation parlementaire s'avère impossible pour changer notre loi fondamentale, il faudra passer par la voie référendaire.

Certains tentent de faire croire que le pacte que nous avons conclu ne porterait que sur la discipline budgétaire. Mais l'ont-ils seulement lu? S'ils l'avaient

Le temps est venu de passer à une véritable union politique.

pour l'Europe »

fait, ils auraient sans doute constaté que le traité crée le gouvernement économique de la zone euro que la France réclame depuis des années. C'est ce même traité qui organise la convergence de nos politiques économiques au service de la croissance et de l'emploi: c'est écrit noir sur blanc!

Bref, ce paquet est un paquet d'ensemble et a été négocié comme tel: il est cohérent et reflète le juste équilibre entre discipline, solidarité, croissance et responsabilité. Aucun de nos partenaires n'imagine une seconde qu'on puisse en démonter le subtil alliage et n'en prendre qu'une partie ou en modifier l'équilibre.

Au lieu de le fragiliser, consolidons ce cadre d'action. Ce que nous avons défini n'est qu'un point de départ et non un point d'arrivée. Nous devons maintenant nous affranchir de la tyrannie de l'urgence pour travailler à construire l'Europe d'après-crise.

Le temps est venu de passer à une autre étape: celle d'une véritable union politique. Pour cela, nous avons besoin de vision, d'initiative, de volonté.

Cette vision passe par plus d'investissement dans les secteurs stratégiques.

CRÉER DES FONDS EUROPÉENS

Pour cela, il faut rompre avec quelques dogmes malheureusement professés avec constance à Bruxelles, à commencer par celui de la « neutralité technologique », qui nous assure de passer de manière systématique à côté des initiatives sectorielles porteuses de croissance. A force de promouvoir les « mesures horizontales » et les « actions d'environnement », l'Europe s'est interdit ce que tous nos partenaires au niveau mondial font: identifier les technologies clés pour l'avenir et y investir de manière ciblée et massive.

Cessons également de croire que le meilleur moyen d'assurer l'avenir de notre recherche est d'en livrer les trésors à nos concurrents extérieurs! La mise en place d'un fonds européen de valorisation des brevets – à l'instar des instruments développés aux Etats-Unis ou en Chine – est une priorité absolue si nous souhaitons conserver un avenir en Europe à ceux qui innoveront.

Nous devons également faire plus dans le domaine de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique en adoptant d'urgence un plan global de « croissance verte » et en favorisant la fourniture à l'économie européenne de l'énergie dont elle a besoin à des prix raisonnables. Le potentiel est gigantesque!



Engagé. François Fillon, dans son bureau à Matignon, inscrit le débat européen au cœur de l'élection présidentielle.

L'action européenne doit enfin pouvoir s'appuyer sur de nouveaux instruments de financement tirant le meilleur de l'expertise et des moyens de la Banque européenne d'investissement (BEI) et des Etats-membres. C'est ce que j'ai proposé avec la mise en place d'un fonds européen de capital-risque dans un domaine où l'Europe accuse un retard important par rapport à ses concurrents. C'est également le cas des « obligations de projets » qui permettront de financer de grands projets européens d'avenir.

Tout cela nécessite de l'audace. L'audace de dépasser les résistances à la mutualisation de nos moyens budgétaires et humains, par exemple en matière de défense ou de surveillance des frontières européennes. L'audace de regarder comment les mesures expérimentées avec succès chez nos voisins pour améliorer l'emploi des jeunes ou des seniors peuvent être transposées chez nous. L'audace de bâtir une véritable politique industrielle permettant l'émergence de nouveaux champions européens comme Airbus ou Ariane. L'audace d'exiger de nos grands partenaires stratégiques une réelle ouverture de leurs marchés, dans une logique de réciprocité. L'audace également d'avancer à moins de 27 quand cela permet d'aller plus vite, plus loin, par exemple en matière de fiscalité des entreprises ou d'imposition des transactions financières. Ne sous-estimons pas notre capacité d'entraînement: ce qui aujourd'hui est impensable pour certains deviendra incontournable pour eux demain!

En exacerbant les tensions, la crise renforce les divisions au sein de l'Europe: divisions entre ceux qui « paient » et ceux qui « reçoivent », entre « anciens Etats-membres » et « nouveaux Etats-membres », entre « grands pays » et « petits pays »... Ces divisions ne sont pas nouvelles. La méthode communautaire visait à en amortir la brutalité, en prévoyant une surreprésentation des « petits » ou en instituant des transferts des plus « riches » vers les plus ■■■

VIPARIS - Porte de Versailles - Hall 5.2/5.3
9 / 10 / 11 mars 2012



www.salondugolf.fr

L'incontournable
salon du Golf en Europe

6^{ème} édition

A gagner tous les jours
sur le Putting green Séries de Golf,
Drivers, Putters, sacs de golf,
voyages en France et à l'étranger

ffgolf
Parrain officiel :

CANAL+ SPORT+ INFOSPORT+ Le Point Parisien

Golf BINGOLF GOLF CHAMPAGNE GOLF L'EQUIPE

FRANCE

■■■ « pauvres ». Les élargissements successifs ont affaibli son acceptation. La crise financière amène chacun à regarder de plus près l'aide qu'il octroie à son voisin.

Pour recréer la confiance, chacun doit se sentir justement représenté. La gouvernance européenne doit y veiller. C'est l'honneur de l'Europe d'avoir créé un système qui permet d'assurer l'égalité de traitement des Etats-membres, notamment au regard de l'application du droit communautaire. Mais les opinions publiques ne comprennent plus que des décisions puissent être prises par des institutions qui ne prennent pas en compte dans leur mode de fonctionnement les réalités objectives. A cet égard, l'absence de réforme en profondeur des méthodes de travail du Conseil de l'Union européenne à la suite des derniers élargissements combinée à une « représentation » égalitaire de tous les Etats-membres au Collège des commissaires explique largement l'affaiblissement de la méthode communautaire et de son acceptabilité politique, notamment en Allemagne et en France.

UN VRAI CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE

A l'heure où le citoyen européen attend de la réactivité et des résultats, les blocages par tel ou tel Etat-membre créent une exaspération démocratique à laquelle nous devons répondre. A cet égard, les deux traités que nous avons négociés prévoient de nouvelles procédures qui évitent la paralysie de l'unanimité. L'Europe politique ne peut s'exprimer avec un système qui privilégie les consensus mous.

Le marché intérieur à 27 est un élément incontournable. Mais un des grands enseignements de la crise est que partager une monnaie unique nous impose des responsabilités particulières et appelle une intégration accrue de cette zone. C'est le sens du gouvernement de la zone euro avec, à son sommet, le rôle d'initiative politique des chefs d'Etat et de gouvernement. Ce gouvernement, nous devons le mettre en place et l'asseoir sur des bases pérennes afin de mieux préparer les décisions et de mieux en suivre la mise en œuvre.

L'heure n'est plus à une Europe qui s'aligne sur le plus petit dénominateur commun ! Et la zone euro, qui de facto constitue le cœur du dispositif prévu par les deux traités que nous avons négociés, doit être à l'avant-garde !

Cette Europe politique en devenir passe par un contrôle démocratique renforcé. Le traité de Lisbonne prévoit plusieurs avancées : procédure de contrôle de subsidiarité par les Parlements nationaux ; nomination du prochain président de la Commission découlant directement des prochaines élections au Parlement européen en 2014... Ce mouvement a été confirmé dans le cadre du traité intergouvernemental à 25. Beaucoup dépendra maintenant de la manière dont les parlementaires européens et nationaux s'empareront des possibilités de contrôle et de coopération qui leur sont ouvertes.

La zone euro doit être à l'avant-garde !

Ce qui est désormais clair, c'est que, pour progresser collectivement, il faut dépasser le clivage qui s'est malheureusement installé dans les esprits à Bruxelles ou à Strasbourg et qui veut que certains soient davantage légitimes à défendre l'intérêt général européen que d'autres. Sortons du face-à-face stérile entre exécutifs et législatifs, tant au niveau européen que national. Nous sommes tous dépositaires d'une responsabilité européenne.

Le débat européen doit être au cœur du choix des Français pour l'élection présidentielle. 2012 est davantage qu'une élection nationale, car le destin de la France et celui de l'Europe sont entremêlés. Refusons le repli, le populisme, l'ambiguïté. Il est regrettable qu'au Parti socialiste cette affaire soit traitée sur un mode partisan. S'abstenir au Parlement lors du vote sur le Mécanisme européen de stabilité, qui permet de stopper la spéculation contre l'euro, n'est pas digne d'un parti de gouvernement. Quant à promettre aux Français que l'on va renégocier le traité que nous avons conclu, de deux choses l'une : soit c'est de la naïveté, soit c'est du mensonge.

La parole de la France est en jeu. Nous devons refuser les illusions : celle consistant à penser que nous pouvons nous passer de l'Europe ; celle consistant à penser que les traités sont des bouts de papier que l'on peut déchirer à loisir.

Le projet européen consigné dans les traités que nous avons durement négociés est de ceux qui font grandir à la fois la France et l'Europe. Nul n'imaginerait que notre pays ne soit pas au rendez-vous de la ratification de ce pacte : le refuser, ce serait assumer l'abandon des peuples qui souffrent aujourd'hui ; ce serait ravalier notre pays au rang de partenaire inconséquent.

Rappelons pourquoi nous nous battons ensemble pour sauver l'euro et l'Europe. Rappelons avec force pourquoi nous ne distinguons pas l'intérêt national de l'intérêt européen. Pour répondre à la concurrence mondiale, pour protéger nos héritages culturels, nos industries et nos emplois, la France a besoin de l'Europe et l'Europe a besoin de la France.

Cette Europe politique a besoin d'être entraînée par des nations décidées. Notre patriotisme doit s'incarner dans le projet d'une Europe forte. Une Europe qui doit rester la plus grande zone de richesses de l'économie mondiale et l'une de celles où la solidarité est le mieux partagée. Ses entreprises excellent dans tous les domaines. Elle maîtrise de nombreuses technologies clés. Elle peut s'appuyer sur d'excellents systèmes scolaires et universitaires, qui forment les générations de demain. Ces générations sont nées européennes. Nous ne pouvons pas les décevoir. Elles seront l'Europe de demain ■

Les Bonnes Adresses du Point

Sommeil divin à prix malin ?

C'EST ÇA
LE «PRINTEMPS TRÉCA» !



TRECA

Spécialiste de la literie haut de gamme « cousue main », Tréca présente l'Impérial à l'espace Topper - Grand Litier. Conseils d'experts, exclusivités, financement adapté...

réveillez vos passions !

À PARIS SUR 500 M²

**ESPACE TOPPER
GRAND LITIER**

66 rue de la Convention
Paris 15^e, 01 40 59 02 10
M^o Boucicaut, P. gratuit,
ouvert 7j/7 (10h-19h).
www.topper.fr

Grand Litier

Le spécialiste français des voyages à la carte,
des safaris-photos et des séjours aventure

Afrique • Canada • USA • Australie • Nouvelle-Zélande



LYON - 04 78 69 35 04 • PARIS RASPAIL - 01 44 10 50 50 • PARIS OPÉRA - 01 44 50 58 49
MARSEILLE - 04 96 10 24 70 • LILLE - 03 20 06 33 77 • STRASBOURG - 03 88 22 08 09
BORDEAUX - 05 54 90 90 22 • NANTES - 02 40 35 10 12

Brochure disponible dans nos agences et sur www.aventuria.com

Pour toute parution : 01.44.10.13.64